

**Point de presse de la porte-parole -
États-Unis/Importations d'acier et
d'aluminium - Italie/Migrants -
Libye/Migrants - Syrie -
Syrie/Armes chimiques - Qatar -
République centrafricaine - 20è
anniversaire de la rétrocession de
Hong Kong
(Paris, 03 juillet 2017)**

Au point de presse ce jour, la porte-parole a répondu aux questions suivantes :

1 - États-Unis - Importations d'acier et d'aluminium

Q - Que pense la France du projet des États-Unis de limiter les importations d'acier et d'aluminium pour des raisons de sécurité intérieure ?

R - Le président américain a commandé le 20 avril dernier un rapport au secrétaire au commerce, Wilbur Ross, afin d'évaluer l'impact des importations d'acier sur la sécurité nationale des États-Unis. Bien que les conclusions n'aient pas encore été rendues, une série de mesures pourraient être prises sur cette base par les autorités américaines et qui impacteraient, entre autres, l'industrie de l'acier française et européenne.

La compatibilité de telles mesures avec le droit de l'Organisation mondiale du commerce devra être, en toute hypothèse, vérifiée. Si tel n'était pas le cas, il appartiendrait à la Commission européenne de faire respecter les principes de réciprocité et de garantie de concurrence loyale.

C'est précisément le sens de l'intervention du président de la République en faveur d'une Europe qui protège. La volonté du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, rappelée dans son interview au Monde, de faire valoir les intérêts de la France dans le domaine économique, s'inscrit dans ce cadre.

2 - Italie - Migrants

Q - Y-a-t-il des tensions avec l'Italie sur la question des migrants ?

R - Non et nous sommes en contact régulier avec nos partenaires italiens sur cette question. Les ministres de l'intérieur de France, d'Allemagne et d'Italie ainsi que le commissaire européen en charge des migrations et des affaires intérieures, se sont rencontrés à Paris hier

pour examiner les défis posés par le flux migratoire grandissant en Méditerranée centrale.

Pour sa part, M. Jean-Yves Le Drian participera le 6 juillet, avec son homologue italien, à Rome, à une réunion avec les pays de transit, afin d'examiner les mesures pouvant contribuer à gérer, collectivement et solidairement, les flux migratoires vers l'Union européenne.

3 - Libye - Migrants

Q - Migrants : Avec quels moyens Paris veut-il renforcer les gardes-côtes libyens et comment travailler efficacement avec Tripoli alors que le ministre a lui-même reconnu vendredi dans Le Monde qu'il n'y avait pas d'interlocuteur étatique en Libye ?

R - Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian dans son interview au journal Le Monde jeudi dernier, la situation en Libye et ses implications pour l'Europe, notamment les trafics d'êtres humains, sont des sujets prioritaires pour la France.

La France appelle les autorités libyennes à tout mettre en oeuvre pour que les migrants soient traités dignement. Il s'agit d'une priorité en matière de protection des droits de l'Homme et de lutte contre la criminalité organisée qui sera d'autant mieux assurée lorsqu'un règlement politique en Libye aura conforté les institutions nationales libyennes.

C'est dans ce contexte que les ministres de l'intérieur de France, d'Allemagne et d'Italie ainsi que le commissaire européen en charge des migrations et des affaires intérieures, se sont rencontrés à Paris hier pour examiner les défis posés par le flux migratoire grandissant en Méditerranée centrale.

Ils ont notamment défini à cette occasion les priorités suivantes :

- renforcer le soutien aux gardes-côtes libyens en augmentant les activités de formation et en fournissant un appui financier additionnel ;
- fournir un soutien additionnel à l'Organisation internationale des migrations et au Haut-commissariat aux réfugiés afin que les infrastructures en Libye se rapprochent des standards internationaux ;
- appuyer l'examen d'options concrètes pour renforcer les contrôles à la frontière sud de la Libye afin d'endiguer les flux migratoires irréguliers, en coordination étroite avec les pays voisins de la Libye.

4 - Syrie

Q - Ni la résolution 2254 ni le communiqué de Genève ne définissent clairement le rôle du PYD/YPG vu qu'ils ne sont catégorisés ni comme partie du régime ni comme opposition. Est-ce que selon vous il faudrait élargir tout de suite le processus de négociations intra-syrien, surtout avant la reprise de Raqqa et dans le contexte d'affrontement potentiel entre Turcs et Kurdes ?

R - La résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et le communiqué de Genève définissent clairement les parties prenant part à la négociation : les représentants de l'opposition et le régime.

Le 30 juin, M. Jean-Yves Le Drian a rappelé au Monde « qu'une solution politique incluant toutes les composantes syriennes » fait partie des principes que la France promeut afin de relancer l'action politique et diplomatique en Syrie.

Nous réitérons notre plein soutien à la médiation conduite au nom des Nations unies par M. Staffan de Mistura, laquelle doit permettre d'aboutir à cette solution.

5 - Syrie - Armes chimiques

Q - Comment espérez-vous que les membres de l'OIAC prennent leurs responsabilités et condamnent la violation d'utilisation des armes chimiques quand la Russie n'est en accord ni avec l'analyse de l'OIAC ni avec celle de la France ?

R - La position de la France au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) est très claire : l'emploi d'armes chimiques en Syrie par qui que ce soit est inacceptable. Les conclusions du rapport de l'OIAC sur l'attaque du 4 avril sont incontestables : c'est bien du sarin qui a été employé et qui a tué plus de 80 personnes.

Les conclusions de ce rapport sont fondées sur de nombreux échantillons biologiques et environnementaux, analysés par des laboratoires certifiés par l'OIAC. La rigueur des méthodes, l'indépendance de l'analyse et l'impartialité des membres de la mission d'établissement des faits ne peuvent souffrir aucune contestation.

192 États siègent à l'OIAC et 41 à son conseil exécutif. Avec nos partenaires, nous poussons les initiatives nécessaires pour que cette organisation condamne de la manière la plus ferme cette violation démontrée du régime de non-prolifération chimique.

La France avait elle-même présenté une évaluation nationale le 26 avril dans laquelle nous avons conclu, sans aucun doute possible, d'une part, à l'utilisation du sarin - cela vient d'être confirmé par la mission d'établissement des faits - et, d'autre part, à la responsabilité du régime. Ce dernier point relève désormais du travail du mécanisme d'enquête conjoint (JIM) et nous sommes confiants dans sa capacité à établir les responsabilités.

Comme l'a rappelé à plusieurs reprises M. Jean-Yves Le Drian, un des grands principes sur lesquels est fondée notre approche du dossier syrien est le caractère inacceptable de l'emploi d'armes chimiques.

6 - Qatar

Q - Trouvez-vous que la demande des voisins du Qatar de fermer Al-Jazeera est acceptable ?

R - La France considère que les différends évoqués par chacune des parties doivent être résolus par le dialogue et la concertation entre les États arabes du Golfe. Nous encourageons toutes mesures pouvant contribuer à trouver le chemin de la désescalade.

C'est avec cet objectif que M. Jean-Yves Le Drian poursuivra, y compris dans les prochains jours, ses consultations avec ses homologues des pays arabes de la région.

Nous réitérons notre soutien à la médiation conduite par le Koweït.

7 - République centrafricaine

Q - Quelle est la position française concernant la demande d'amnistie de l'UA pour les responsables de l'ex Seleka et des antibalaka en Centrafrique ?

R - Nous n'avons pas connaissance d'une demande en ce sens formulée par l'Union africaine.

La France est attachée à la lutte contre l'impunité. Elle soutient la mise en place de la Cour pénale spéciale en RCA par la mise à disposition d'un magistrat français, une contribution à la formation des magistrats centrafricains et une participation au financement de la Cour via le fonds commun multi-partenaires des Nations unies.

8 - 20e anniversaire de la rétrocession de Hong Kong

Q - Alors que les autorités hongkongaises et chinoises ont célébré le 20^e anniversaire de la rétrocession de Hong Kong à la Chine, comment voyez-vous l'évolution de Hong Kong ?

R - Hong Kong est un partenaire important de la France en Asie et la France continuera d'approfondir ses échanges avec la région administrative spéciale dans tous les domaines.

La France adhère au principe de l'unicité de la Chine et est attachée au principe «un pays, deux systèmes» qui garantit le haut degré d'autonomie ayant fait le succès de Hong Kong ces vingt

dernières années./.